

# Les journalistes restent une cible privilégiée au Mexique

PRESSE Les agressions, y compris par des fonctionnaires publics, se multiplient et les autorités cultivent l'impunité

## TEMOIGNAGES

Toutes les 26 heures, un journaliste se fait agresser au Mexique», détaille Ivan Baez, avocat et membre de l'ONG Article-19 qui se bat pour la liberté d'expression au Mexique. « Sous l'administration de l'actuel président Enrique Peña Nieto, élu en juillet 2012, reprend-il, les agressions contre la presse ont pratiquement doublé par rapport aux années précédentes. Depuis qu'il est au pouvoir, 10 journalistes ont été assassinés et 5 sont portés disparus. Pour la seule année 2014, Article 19 a recensé 326 attaques contre des journalistes. Et 43 % de ces agressions sont commises par des fonctionnaires publics ! »

Le 1<sup>er</sup> août dernier, un groupe armé a attaqué par balles les installations d'une radio à Luvianas, une petite localité tout au sud de l'Etat de Mexico. La maison du directeur de la station, Indalecio Benitez, située juste à côté, a également été canardée. Une balle a touché son fils de 12 ans, qui est mort en quelques minutes. Depuis, le directeur et sa famille ont dû fuir la région.

Plus récemment, Carmen Aristegui, une célèbre journaliste mexicaine, qui animait sur la radio MVS l'émission d'information matinale la plus écoutée, a été licenciée. C'est son équipe qui avait révélé l'existence embarrassante d'une résidence de grand luxe appartenant à l'épouse du président de la République, et la journaliste avait pris l'initiative de participer à « MexicoLeaks », une plateforme internet indépendante invitant

les citoyens à dénoncer des affaires de corruption. Une mine journalistique... qui n'a pas plus aux patrons de la station.

« Au Mexique, raconte Marta Duran, journaliste au magazine de référence

*Proceso*, et qui a elle-même fait l'objet de menaces, les journalistes célèbres vivant à Mexico et qui déplaisent au pouvoir se font virer, ce qui est scandaleux. Mais ceux qui vivent loin, en province, et qui sont moins connus à l'échelle nationale se font menacer, torturer, abattre. Ces journalistes ne sont absolument pas protégés et, dans de nombreux cas, les responsables de ces assassinats sont des politiciens locaux, les caciques, les députés-gouverneurs, bien plus que le crime organisé ».

Selon Article 19, les crimes commis contre des journalistes sont impunis à 99,9 %, alors que, pour les crimes en général, l'impunité oscille entre 90 et 94 %. « La Commission nationale des droits humains, créée par le président Salinas de Gortari comme un accessoire cosmétique, n'a jamais été efficace par manque de volonté politique », reprend Marta Duran. « Les différends gouvernementaux mexicains ont signé tous les accords de libre-échange possibles, qui contiennent tous des clauses relatives à la défense des droits humains, de l'environnement, des femmes, des mineurs, etc. Mais ces clauses ne sont pas mises en pratique. Au début du mois de mars 2015, Juan Mendez, rapporteur spécial de l'ONU sur la torture n'a-t-il pas affir-

mé que "la torture et les mauvais traitements sont généralisés au Mexique" ? Et le Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits humains, Zeid Ra'ad Al

Husseini, a placé le Mexique sur une liste d'une trentaine de pays dans lesquels des violations des droits humains sont commises le plus fréquemment. Dans un rapport diffusé au Conseil des droits humains à Genève il parle du Mexique comme d'un "cruel exemple de la façon dont la violence criminelle peut menacer des avancées démocratiques obtenues comme fruits de gros efforts". »

Les abus commis contre des journalistes ne sont donc qu'un petit caillou sur une vaste montagne de violations des droits humains.

« Nos hommes politiques sont très sympathiques, gentils et aimables quand il s'agit de convaincre des investisseurs, mais ils ne disent pas la vérité », enchaîne la journaliste de *Proceso*. « C'est grâce aux parents des 43 étudiants disparus à Iguala, dans l'Etat de

Guerrero, que l'on a parlé de cette affaire dans le monde entier. Ces gamins ont été livrés par la police au crime organisé pour qu'ils soient assassinés ! Or il ne s'agit pas d'un cas isolé. Ce genre de drame arrive sans cesse, mais en général, on n'en parle pas. D'ailleurs, en cherchant les corps des 43 jeunes gens, les équipes sont tombées sur un grand nombre de charniers, un peu partout. Ce pays est un vaste charnier... » ■

VÉRONIQUE KIESEL